

Directeur de la publication : Paul-Marie Coûteaux

Secrétaires de rédaction : Huguette Livernault, Luc-André Marsac

ÉDITORIAL

Avec le Forum national des droites, rendons la parole au pays réel !

Au fil de récents sondages, aux résultats forts instructifs, le pays réel donne de plus en plus de la voix. Selon l'enquête IPSOS-CEVIPOF diffusée fin janvier dernier, trois Français sur cinq voient dans la mondialisation « une menace pour la France », qui oblige notre pays à « se protéger davantage du monde d'aujourd'hui ». Vis-à-vis de l'Union européenne, deux sur trois souhaitent « renforcer les pouvoirs de décision de notre pays, même si cela doit conduire à limiter ceux de l'Europe ». Dans le même ordre d'idée, un sondage réalisé le 18 février dernier par l'IFOP pour la Croix, révèle que 71 % des Français s'estiment être au cœur de la crise économique.

Au plan intérieur, cette réalité anxiogène, - qui illustre l'existence d'une insécurité sociale et culturelle persistante dans l'esprit de nos compatriotes - renforce une demande d'autorité grandissante : pour 86 % des sondés, sans écarts significatifs entre gauche et droite, jeunes et vieux, « l'autorité est une valeur trop souvent critiquée » et 87 % d'entre eux sont d'accord pour affirmer que l'« on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre » (sondage IPSOS). Sur toutes ces questions, mais aussi sur celle liée au poids excessif de l'islam en France, le sondage IPSOS révèle une très forte proximité idéologique des sympathisants de l'UMP et de ceux du Front National.

Alors que Bruxelles s'apprête à réclamer de nouvelles mesures de rigueur à Paris, l'image des institutions européennes auprès des Français n'a jamais été aussi mauvaise, selon une enquête BVA publiée le 22 février : en

octobre 2003, 61 % de nos compatriotes considéraient la construction européenne comme une source d'espoir ; près de dix ans plus tard, ils ne sont plus que 38 %. Depuis un an, en octobre 2011, ce taux a donc chuté de douze points ! C'est sans doute cette Europe devenue folle, qui condamne les peuples européens au chômage de masse - la zone euro compte désormais 19 millions de chômeurs, soit 11,9 % de sa population active - que les électeurs italiens ont condamné sans détours dans les urnes, lors du scrutin législatif du 22 février dernier, en accordant massivement leurs suffrages aux forces politiques patriotes, dont celle de Beppe Grillo - le mouvement Cinq Etoiles- qui a réalisé une percée électorale en devenant le premier parti à la Chambre des députés avec 25,5 % de voix.

Pas plus que l'Italie, la France ne saurait échapper aux tendances lourdes qui confirment, partout en Europe, le délitement des systèmes politiques traditionnels dominés par des élites conformistes, aujourd'hui totalement dépassées. Confrontée aux difficiles réalités de la pratique gouvernementale, la gauche au pouvoir dissimule de moins en moins l'ampleur de ses échecs et de ses reniements quotidiens ; minée par les querelles de personnes, qui cachent autant d'hésitations idéologiques, la droite parlementaire se cherche encore un destin dans les cœurs de nos compatriotes. Tout compte fait, la France reste assurément la grande oubliée de ces

SOMMAIRE

EDITORIAL	1
<i>Avec le Forum national des droites, rendons la parole au pays réel !</i>	
<i>par Paul-Marie Coûteaux et Karim Ouchikh</i>	
LES ECHOS DU SIEL	3
<i>par Jonathan Frickert</i>	
DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS	4
LA PAROLE A ...	5
<i>Laure Fouré</i>	
<i>Pourquoi tant de haine ?</i>	
LA CHRONIQUE DE ...	6
<i>Louise Buchmann</i>	
<i>Mauvaise année pour Goodyear</i>	
<i>'Vent Debout'</i>	
<i>Mondialisme</i>	
NOTE DE LECTURE	8
<i>Les moines-soldats du Général (G. Bardy)</i>	
<i>par Maurice Livernault</i>	
AGENDA	8

jeux politiques stériles dont le caractère artificiel échappe de moins en moins à la lucidité de nos compatriotes : au fond, chacun constate que la gauche et la droite institutionnelles commencent largement aux mêmes pentes libertaires et mercantiles, en étant également convaincues, dans un commun dessein mondialiste, que notre pays est définitivement sorti de l'Histoire. Effet d'aubaine aidant, la crise économique et politique actuelle sert de prétexte commode aux partisans d'un horizon politique post-national pour accélérer l'intégration à marche forcée des Etats européens au sein d'une Union dont la logique totalitaire s'impose toujours davantage aux peuples de notre continent.

Devant pareils défis, l'heure de la mobilisation des patriotes français a sonné et celle-ci requiert en vérité, contre les forces stipendiées, que toutes les énergies soient au rendez-vous du redressement national : alors qu'il semble s'être évaporé à gauche, le sentiment patriotique reste toujours vivace à droite, ouvrant de ce côté-ci de l'échiquier politique français des perspectives nouvelles, à bien des égards prometteuses. Depuis sa fondation le 24 mars 2012, le SIEL occupe une place singulière parmi les forces qui composent la droite patriote : cultivant depuis toujours une volonté, éprouvée par le combat électoral, de placer le logiciel souverainiste au cœur du débat politique français, le SIEL a fait le choix d'associer son combat à celui mené par Marine Le Pen, au sein du Rassemblement Bleu Marine, tant il est vrai que la présidente du Front National incarne la relève politique authentique que les Français attendent depuis longtemps. Sur ce dernier point, tous les sondages le confirment : deuxième femme politique préférée des Français, (sondage JDD/IFOP, publié le 3 mars 2013), Marine Le Pen est en mesure de « *rassembler au-delà de son camp* » pour 53 % de nos compatriotes (Sondage TNS Sofres), ce qu'elle n'a pas manqué de confirmer en se déclarant ouverte, en vue des municipales de 2014, « *à des accords locaux, avec tous les patriotes sincères...* » (entretien pour le Figaro du 1^{er} mars 2013).

Situé au carrefour des forces patriotes qui se reconnaissent dans la personne de Marine Le Pen, en attendant celles qui viendront tôt ou tard la rejoindre, le SIEL entend jeter les bases d'une synthèse nationale, - regroupant les forces du Rassemblement Bleu Marine et les patriotes dispersés parmi les formations politiques de la droite parlementaire, à l'UMP, comme ailleurs, en se proposant tout à la fois d'élaborer un programme commun de redressement national et de mettre en place une stratégie électorale de reconquête.

Tel est le sens de la démarche politique qu'il convient d'attribuer au Forum National des Droites que le SIEL organise à Dourdan (91), les 12, 13 et 14 avril 2013, et dont l'intitulé illustre à lui seul l'ambition d'une manifestation politique qui, à douze mois des élections municipales, s'annonce marquante à bien des égards : affirmer nos valeurs communes pour réussir la reconquête culturelle et politique. Par-delà les rangs de ses militants et de ses sympathisants, le SIEL appelle tous les Français attachés à la préservation et au rayonnement de la civilisation française à participer en nombre à cette grande manifestation qui posera les jalons d'une offre politique nouvelle, prélude à la reconquête des esprits et des cœurs de nos compatriotes.

Paul-Marie Coûteaux

Président-fondateur du SIEL
Administrateur du RBM

Karim Ouchikh

Président exécutif du SIEL
Administrateur du RBM

Entretien avec Marine Le Pen publié dans *Le Figaro* du 28 février 2013

Ne risquez-vous pas une douche froide aux municipales de mars 2014 compte tenu du mode de scrutin?

Le mode de scrutin majoritaire à deux tours pousse à des accords entre les deux tours. Mais c'est le legs d'une époque où régnait le bipartisme. Aujourd'hui, la situation est très différente. À Marseille, la gauche, l'UMP et le FN représentent trois forces politiques de poids analogue. Qui peut dire qui arrivera en tête au deuxième tour dans cette ville en cas de triangulaire? Les deux députés du FN qui siègent à l'Assemblée ont gagné lors de triangulaires. Ce précédent peut se reproduire, à une plus grande échelle, aux municipales. Selon nos estimations, à la présidentielle, je suis arrivée en tête dans 6 286 communes et en deuxième position dans 12.120 autres communes. Notre parti s'est redressé et enraciné. Son image s'est améliorée, comme le confirment plusieurs enquêtes d'opinion. Nos idées progressent. C'est dire notre potentiel aux municipales.

Depuis quelques années, on note un recul du FN dans les grandes villes au profit des zones périurbaines.

Nous partons avec le désir de gagner des mairies et des conseillers municipaux d'opposition, dans les villes petites et moyennes ainsi que les espaces ruraux, mais aussi dans les agglomérations. Nous allons partir à la reconquête des grandes villes. Et nous sommes ouverts à des accords locaux, avec tous les patriotes sincères qui se retrouveront sur nos propositions pour les municipales.

Jean-François Copé et François Fillon s'y refusent tous deux...

Nous ne proposons pas d'accord national à l'UMP de toute façon. Mais l'UMP n'a plus ni chef, ni ligne politique, ni stratégie. Elle se regarde le nombril et ne fait plus de politique au sens noble. Ses cadres s'épuisent dans des querelles de personnes. Quant à Nicolas Sarkozy, la plupart de ses anciens ministres n'ont aucune envie de le voir revenir. Bref, il n'y a plus de leadership, et l'emprise du parti sur ses élus locaux a beaucoup diminué. On ne voit pas qui, à l'UMP, aurait la légitimité nécessaire pour prétendre interdire à un maire de passer des accords avec une autre liste entre les deux tours. Cette situation va probablement pousser des élus ou des candidats de droite à refuser de laisser leurs villes à des maires socialistes.

Les échos du SIEL

Pourquoi j'ai adhéré au S.I.E.L

S'il y a une question qu'on me pose très souvent en tant que membre du SIEL c'est bien la raison de mon engagement militant au sein de ce petit parti politique qu'est « Souveraineté, Indépendance Et Libertés ».

Oui. Pourquoi avoir adhéré à un parti politique qui vient tout juste de naître, moi qui suis passionné de politique depuis l'âge de 12 ans ? Pourquoi ne pas avoir tout simplement, comme tant d'autres jeunes de mon âge, adhéré à l'UMP, au PS, au Front National, ou à tout autre parti déjà ancré dans le paysage électoral et politique français ? Et bien, si j'ai adhéré à ce parti, où tout est à faire, tout est à construire, c'est pour plusieurs raisons ...

Tout d'abord, je me suis toujours senti proche d'un certain anarchisme de droite. Dès mon adolescence, j'ai ressenti une aversion pour le conformisme ambiant, pour le politiquement correct. C'est une fibre libertaire que j'assume complètement et que je retrouve de la même manière au SIEL.

De plus, je me suis vite lassé des vieilles lunes de l'UMP. Je n'en peux plus de cette droite, depuis 30 ans, coupée en deux. De cette UMP qui ne représente plus les authentiques valeurs qu'a longtemps incarné le parti gaulliste. De cette vieille connivence entre l'UMP et le PS. Je n'en peux plus de cette UMP qui se prétend de droite, mais ne l'est « réellement » qu'en période électorale.

Ensuite, je pense que s'allier avec le Front National n'est pas une chose honteuse. J'ai toujours pensé que le rassemblement se ferait, certes, à l'extérieur du Front National mais avec lui.

Un gouvernement de salut public qui se dit patriote se doit d'inclure le FN en son sein. Dans cette optique, je pense, comme Paul-Marie Coûteaux, qu'il faut en finir avec cette diabolisation ridicule, ce cordon sanitaire qui n'a plus lieu d'être.

Je crois d'ailleurs à la réconciliation des patriotes au nom d'un véritable consensus qui nous rassemble : la France, rien que la France et tout pour la France.

La quatrième raison est que je crois encore, peut-être naïvement, en l'idée très gaullienne de rassemblement du peuple français. Je pense, en effet, que la reconquête de l'indépendance de la France et de la souveraineté de son peuple ne se fera pas sans un large rassemblement national.

Aucun parti, aucune faction, aucun lobby, aucun syndicat ne peuvent mener cette bataille seule. Je me sens, pour cela, héritier du rassemblement amorcé en 1999 par Charles Pasqua concrétisé lors du référendum du 29 mai 2005 relatif au Traité Constitutionnel Européen.

Enfin, j'ai toujours été un démocrate convaincu, ce qui n'a fait que m'amener naturellement vers le souverainisme. En effet, voyant la désaffection électorale de ces dernières années, j'estime qu'il est temps, plus que jamais, de redonner ses lettres de noblesse à la démocratie en lui rendant un territoire, un peuple et des institutions qui soient capables de lui donner corps, car le préalable à toute politique est et a toujours été la souveraineté et la légitimité de l'État.

Voilà pourquoi j'ai adhéré au SIEL. Voilà pourquoi j'ai la conviction profonde qu'il faut avancer dans cette direction.

Jonathan Frickert, membre du SIEL Alsace



Aidez le SIEL, le SIEL aidera la France

Avant le premier anniversaire du S.I.E.L n'oubliez pas de renouveler votre adhésion : vous trouverez en page 9 le bulletin approprié.

DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS

L'Europe, on n'y croit plus ...

Une enquête BVA réalisée le 15 février pour l'Institut de relations internationales et stratégiques montre le désenchantement des Français (notamment les ouvriers et les plus pauvres) à l'égard de la construction européenne. C'est un sondage qui fera certainement mal au cœur aux cabris qui défendent encore ardemment l'idée européenne. Alors que la crise économique s'accroît et que les plans d'austérité se succèdent dans les 27 pays de l'UE, les Français n'ont jamais été aussi désenchantés vis-à-vis de Bruxelles. Ils sont seulement 38% à considérer la construction européenne comme une source d'espoir, alors qu'ils étaient 50% fin 2011 et même 61% en 2003! Une fracture nette se dessine entre les « gagnants » de la construction européenne (cadres, seniors, urbains, hauts revenus...) et ceux qui se considèrent comme les « perdants » (ouvriers, employés aux revenus modestes, ruraux). L'Europe, qui se voulait protectrice face aux dangers de la mondialisation, est désormais vécue comme une entité anxiogène : 75% des Français considèrent que l'UE a été inefficace ces dernières années. Incapable de se mettre d'accord pour aider la France engagée contre les jihadistes au Mali, l'Europe n'est guère incarnée au niveau politique. Qui connaît son président, le Belge Herman Van Rompuy ? Ou celle qui est censée incarner la politique étrangère de l'Union, la Britannique Catherine Ashton ? Evidemment, cela n'aide pas...

Budget européen : Alliance Commission/Parlement

Bruxelles, qui ne prélève (pour l'instant !) directement aucun impôt, dépend des Etats membres pour se financer. Chacun verse 0,73 % de son revenu national brut, sommes auxquelles s'ajoutent des droits de douane aux frontières extérieures de l'UE, un prélèvement de 0,3 % sur la TVA et des droits agricoles.

Après l'échec du sommet européen extraordinaire du 23 novembre, les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE sont parvenus, le 8 février, à un accord qui, pour la première fois dans l'histoire de l'UE, implique une légère baisse du budget. Pour l'ensemble de la période 2014-2020, les crédits d'engagements passent à 960 milliards d'euros, soit 1 % de la richesse européenne, tandis que les dépenses réelles sont plafonnées à 908,4 milliards. C'est notamment le budget de la PAC qui est en baisse, et celui dédié à la solidarité envers les territoires défavorisés de l'Union, la "cohésion". Cette réduction, si elle se confirmait, serait toutefois insuffisante et en trompe-l'œil : insuffisante, parce que plus de 900 milliards d'euros de dépenses pour une entité destructrice de richesses, de prospérité et d'emplois est un véritable gâchis (d'autant plus que la France ne profitera pas de cette baisse en continuant d'être un contributeur net massif à l'UE) ; en trompe-l'œil aussi, parce que le budget de l'UE ne tient pas compte des sommes faramineuses versées par les Etats membres pour renflouer en permanence les pays victimes de l'euro. La garantie de la France au Mécanisme Européen de Stabilité (MES) est ainsi de 143 milliards d'euros, qui n'apparaissent pas dans ce budget.

Mais surtout, ce "cadre financier pluriannuel" est toujours dans les limbes, puisque les chefs des quatre principaux groupes parlementaires européens (conservateurs, socialistes, libéraux et Verts) ont annoncé - conjointement - qu'ils refuseraient de le voter "en l'état" en juillet, estimant qu'il entérinerait l'austérité au sein de l'Union (en cas de veto du Parlement, l'UE devrait vivre avec des budgets annuels sur la base du budget de 2013).

Le 18 février, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a réaffirmé devant les députés que les montants décidés par les dirigeants de l'UE étaient « *inférieurs au niveau d'ambition jugé souhaitable par la Commission* ».

Alors que la Commission européenne et le Parlement européen contraignent tous les Etats membres à une politique d'austérité inédite, destinée principalement à sauver l'euro, ils demandent en même temps pour les dépenses de l'UE une augmentation de 11% de 2014 à 2020. C'est un comble !

"Big Brother" : l'UE va-t-elle financer des patrouilles sur Internet ?

Le *Telegraph* (qui n'a été repris par aucun média français) révèle que le Parlement européen envisagerait de financer, à hauteur de 3 millions d'euros, des agents afin de contrecarrer ce que des euro-réalistes pourraient écrire sur Internet (sites, Twitter, Facebook, etc.). Ce journal britannique a eu accès à des documents internes faisant état de propositions de dépenses, d'analyse et de planification, en vue d'une propagande sans précédent : Citations : *"La crise économique, sociale et financière actuelle, et le chômage élevé, en particulier parmi les jeunes, se traduisent par une diminution de la confiance dans les institutions européennes (...) il est évident que l'image de l'Union européenne en souffre ; afin d'inverser la perception que l'Europe est le problème, nous avons besoin de communiquer que la réponse aux défis actuels est plus d'Europe et non moins d'Europe. Une attention particulière doit être accordée aux pays où l'euro-scepticisme croît. L'UE doit avoir la capacité de surveiller les conversations publiques, de comprendre les sujets anxiogènes et d'avoir la capacité de réagir*

rapidement, de manière ciblée et pertinente, par exemple, en fournissant des faits et des chiffres qui déconstruisent les mythes eurosceptiques".

Paul Nuttall, député britannique (UKIP, groupe ELD) au Parlement européen s'est insurgé contre ces propositions, qui *"violent la neutralité de la fonction publique européenne en transformant des fonctionnaires en trolls afin de traquer sur Internet tout ce qui est considéré comme étant nuisible sur les réseaux sociaux"*.

Il est intolérable que l'UE finance, avec des fonds publics, de faux internautes en vue de contrer la liberté d'expression populaire par un harcèlement idéologique en ligne. Au final, ces documents confidentiels démontrent tout simplement que l'UE fédéraliste, mondialiste et ultralibérale, avoue qu'elle n'a pas assez de partisans, tant dans le virtuel que dans le réel.

Un Britannique sur deux voterait la sortie de l'UE

La moitié des Britanniques se prononceraient pour une sortie de l'Union européenne si un référendum sur ce sujet était organisé dès maintenant, selon un sondage publié par le Financial Times : Parmi les Britanniques qui disent vouloir voter pour une sortie de l'UE, 12 % seulement disent qu'ils changeraient d'avis si ces négociations s'avéraient être un succès pour la Grande-Bretagne, 47 % "peut-être", mais pour 41 % cela n'aurait aucune incidence.

A l'instar du premier ministre britannique, de nos amis de l'U.K.I.P. (Nigel Farage) et de plusieurs pays européens, le SIEL demande l'organisation d'un référendum sur le maintien ou la sortie de la France de l'UE.



La parole à ... Laure Fouré (*)

Pourquoi tant de haine ?

Lors de son premier voyage en France, en 1980, le pape Jean-Paul II s'était exclamé : « France, fille aînée de l'Église, qu'as-tu fait des promesses de ton baptême ? ». Que dirait-il aujourd'hui, où toute opinion exprimée dans un débat public par des catholiques revendiqués provoque chez nous des réactions de rejet, voire de haine, de la part de l'oligarchie politico-médiatique ?

Deux événements récents ont ainsi attisé la vindicte de celle-ci : la bataille du « mariage gay » et la décision de Benoît XVI de renoncer à sa charge, eu égard à son âge et à son état de santé. S'agissant de la querelle relative à la loi Taubira, la plupart des déclarations et des slogans émanant des défenseurs auto-proclamés de la « cause homosexuelle » visaient à discréditer et à insulter les opposants à la réforme, représentant à leurs yeux une méprisable foule « blanche et catholique », dont l'existence même les révolte.

A l'occasion de l'abdication du pape, que de commentaires malveillants avons-nous entendu, alors que ceux-là mêmes qui lui reprochent aujourd'hui de se retirer ne cessaient naguère de moquer son grand âge et son incapacité à comprendre le monde actuel.

En réalité, si seule l'Église catholique fait l'objet d'un tel acharnement, bien que ses avis soient généralement partagés par les fidèles d'autres religions et par beaucoup de non-croyants, c'est que cette institution constitue l'ultime rempart contre l'offensive du matérialisme et l'hégémonie de l'islam et qu'elle dérange en raison de sa pérennité.

Ayant su évoluer au cours des siècles et adapter son message aux nécessités du temps, sans pour autant abandonner les principes non négociables issus de l'évangile, l'Église poursuit sereinement sa mission, en dépit des critiques et des persécutions qu'elle subit, et continuera encore longtemps de pouvoir dire à tous ceux qui l'écoutent : « N'ayez pas peur » !

* Membre du SIEL Ile-de-France (Yvelines)

***La chronique de Louise Buchmann* (*)**

Mauvaise année pour Goodyear

Début février, nous avons appris que c'est faute d'accord avec le syndicat majoritaire de l'usine Goodyear d'Amiens, la CGT, que la décision de mise en liquidation s'est imposée. Sur Europe1 on a pu entendre les deux versions, avec d'un côté le PDG du site, Henri Dumortier, expliquant clairement et avec dépit que plusieurs solutions ont été posées sur la table et de l'autre côté le leader CGT du site, Mickael Wamen, vindicatif et déterminé à refuser toute proposition.

Depuis, il y a eu cette lettre d'un éventuel repreneur, l'entreprise Titan, adressée par son PDG à Arnaud Montebourg. Cette lettre directe (à l'américaine) a fait bondir l'ensemble de la classe politique (Mélenchon et Parisot compris), parce qu'elle déplore les conditions sociales françaises, avec des ouvriers qui travaillent peu, des charges terrassant les patrons, etc.... Lettre exagérée, il va sans dire, mais dont l'écho médiatique a permis d'occulter des points importants.

Voici plusieurs réflexions que soulève cette affaire, qui ne sont pas abordées par les media :

➤ Un patron étranger qu'un ministre de paille est venu « draguer » insulte la France via les chevilles ouvrières de son industrie. Pourquoi en est-on arrivé à attirer uniquement des capitaux étrangers ? La France est-elle réduite à brader ses usines à des faiseurs d'argent (money makers) internationaux ? Et le rôle des étrangers est-il d'accepter de se « faire refourguer » des usines à problèmes ?

➤ La lettre de ce patron américain donne envie de toucher à une problématique originelle de l'entreprenariat français : les charges patronales (pas baissées sous Sarkozy), une législation du travail anormalement complexifiée, et des employés qui ne travaillent pas tant que cela (lorsqu'ils ne sont pas au chômage). Ce que dit ce patron est partiellement faux, mais cela permet d'évoquer le fossé qui se creuse entre les salariés de PME et les salariés de grands groupes en France. Les premiers sont souvent en sous-effectifs et sans avantages sociaux, les seconds sont complètement « fonctionnarisés » par à la fois l'organisation pyramidale et cloisonnée (type de management majoritaire en France), et par les représentants sociaux permettant une lutte interne favorisant la création de privilèges, desquels on ne saurait se séparer si facilement, quitte à faire plutôt couler l'entreprise.

➤ Un syndicaliste refuse tout accord de redressement de l'usine dont il est sensé protéger l'intérêt des salariés. Ici on touche au fond du problème. Dévoilons le tabou par quelques rappels : en France, très peu de salariés sont syndiqués (moins de 10%), ce qui pose la question de la légitimité des syndicats et plus généralement, se pose le problème de la nature-même des syndicats, à savoir sont-ils les relais d'une idéologie politique, ou sont-ils des garants de l'intérêt général des salariés qu'ils prétendent représenter ?

Le cas Goodyear est très intéressant : on oppose deux caricatures, d'une part un syndicaliste qui se mouche de défendre les salariés de l'entreprise au profit d'une idéologie anti-entreprise. (Cela donne envie de donner un sérieux coup de pied à cette fourmilière...vide de fourmis !) – D'autre part, un patron étranger appelé à l'aide par un gouvernement vidé de ses pouvoirs, qui insulte notre industrie, et qui sert d'épouvantail à une classe médiatique et politique elle-même anti-France le reste du temps, mais malhonnête intellectuellement car en mal de feuille de route, d'idées, de compétences.

Et l'Union Européenne, dans tout ça ?

* Membre du bureau du SIEL, déléguée Alsace-Lorraine, responsable des Jeunes et du monde de l'entreprise

La chronique de 'Vent Debout' (*)

Mondialisme

A tous ceux qui avancent que les idéologies «nationalistes» et «patriotes» sont celles qui attisent le racisme, je réponds qu'en effet, une certaine forme de rejet de l'autre et de ses différences est aujourd'hui en recrudescence. Mais sur la question du « pourquoi », je tire des conclusions inverses : c'est de par l'alliance idéologique entre deux types de mondialismes que le rejet de l'autre est à l'honneur.

D'un côté, une droite « mondialiste » sur le plan économique, prônant l'intégration européenne à outrance, l'absence totale de protections étatiques, un libéralisme mondialisé sauvage, plutôt que protectrice des valeurs et des traditions, mettant en interdépendance dangereuse des États et des peuples différents. Avec les conséquences que l'on connaît : la Grèce et les Grecs se retrouvent contraints, à coup de milliards retirés aux autres contribuables européens, de demeurer au sein de l'UE car ceux-ci craignent un effet domino. Une droite synonyme donc de plus d'impôts, de délocalisations, d'intégration économique supra nationale afin de remédier à la crise européenne actuelle, et en quelque sorte à la crise de ces mêmes intégrationnismes, une droite de l'usine à gaz. Une droite disant « amen » aux moindres sourcillements des agences de notation, qui sont devenues la nouvelle religion économique, acceptant les humiliations faites à des peuples qui se retrouvent dégradés car n'entrant pas dans la norme, une droite de l'uniformisation des peuples. C'est en effet au moment où l'on reproche à tout un peuple la responsabilité d'une crise, et que, par tous les moyens, on le pousse à rester dans un cadre qui n'est pas le sien, que l'on prend l'énorme responsabilité de la montée des nationalismes extrêmes et de l'affirmation de soi non plus dans le respect de l'autre, mais dans son rejet.

Et de l'autre côté le « mondialisme culturel » de la gauche, idée aussi belle et aguicheuse que les effets en sont dévastateurs. En détruisant peu à peu les concepts de nations, de traditions, en démolissant toutes les institutions qui pouvaient canaliser les individus (religion, famille), en mettant sans cesse et de façon irréflectie en avant le « citoyen du monde » et donc en souhaitant poser l'individu et non les nations comme base des relations internationales, la gauche joue à un jeu dangereux, celui de la création de tensions identitaires par l'affirmation de l'uniformisation des peuples et le refus de ces identités. On ne préserve pas les différences sur le long terme en les mélangeant, en les niant, ni les peuples du racisme en leur ôtant leur qualité de peuples différents les uns des autres, bien au contraire. Au nom du respect des différences individuelles, cette gauche détruit tout simplement les singularités entre les peuples, entre les identités. A ceux qui jouissent aujourd'hui de l'accès aux différentes cultures, et qui les détruisent en les mettant en commun sur un même territoire, à cette gauche cosmopolite je demande simplement de rêver à ce que les futures générations aient un jour elles aussi le droit de côtoyer voire de choisir entre différentes cultures ou identités. Surtout, c'est lorsqu'on prive un peuple de ses singularités, qu'il souhaite à tout prix les affirmer, non dans la compréhension des singularités des autres mais en une opposition directe. Cette gauche de la déconstruction jouissive crée par là même une société à vif, sans bases et sans repères dans une époque où ces derniers sont cruciaux, vitaux, et celle-ci qui lutte assidûment contre les fascistes et les racistes, accentue les politiques qui en sont les causes. Je rappelle aussi à cette gauche que lorsqu'il n'y a aucune structure au-dessus de l'individu, c'est la jungle, « la guerre de chacun contre chacun ». Et quand bien même ces différences seraient construites artificiellement, elles le sont depuis des millénaires : l'existence de la moindre particule de matière est le fruit d'une construction, d'une évolution, d'un hasard, et que ce n'est pas pour cela qu'on remet en cause son existence. Aimer l'humain c'est aussi comprendre qu'il a besoin de racines, tel un arbre, pour vivre, il ne peut, ou plutôt il ne doit pas exister de peuple mondial, de citoyen du monde indifférencié, et c'est tant mieux ! Vive les différences ! Je rappelle enfin à la gauche que ce monde sans frontières qu'elle souhaite, ce sont les financiers mondialisateurs qui le désirent le plus vigoureusement.

* Etudiant, membre du SIEL

Non à la zone de libre-échange EU/UE de Barack Obama !

Dans son discours sur l'état de l'Union, le 12 février, le président des Etats-Unis d'Amérique a annoncé "l'ouverture de négociations avec l'Union européenne pour créer une vaste zone de libre-échange entre les deux régions". C'est un nouveau signe du retour du projet de Grand Marché Transatlantique soutenu depuis des années par les puissances d'argent et les lobbies de la finance des deux côtés de l'Atlantique. Le 1er février, Angela Merkel s'était déjà déclarée favorable à ces négociations. le gouvernement français, qui vient de lancer une consultation sur Internet, affirme clairement soutenir ce projet.

Une telle zone de libre-échange serait une catastrophe pour notre industrie et notre agriculture. Les vents de la mondialisation sauvage souffleraient encore plus violemment dans notre pays et en Europe, notamment alors que l'euro est largement surévalué par rapport au dollar !

NOTE DE LECTURE

"Les moines-soldats du Général" par Gérard Bardy (Editions Plon)

L'auteur a eu l'excellente idée de regrouper dans cet ouvrage les parcours des quinze religieux auxquels le Général de Gaulle, pour qui la foi chrétienne et le patriotisme étaient indissociables, décerna la récompense suprême, l'appartenance à l'ordre des Compagnons de la Libération. Son fondateur avait souhaité, dans un premier temps, le dédier « aux croisés de la libération ». Mais cette appellation fut abandonnée, sur les conseils du juriste René Cassin, au prétexte qu'elle serait offensante pour les musulmans de l'Empire qui ne tarderaient pas à rallier la France libre. Il fut créé à Douala, au Cameroun rallié à la France Libre, dès octobre 1940, l'attribution de la Légion d'Honneur relevant des autorités de Vichy, capitale de la partie de la France momentanément non occupée.

Cette nouvelle et prestigieuse distinction était réservée, dans l'esprit du chef de la France Libre, aux seuls résistants de la première heure, et elle ne fut décernée qu'à seulement 1036 personnes physiques, dont ces quinze religieux qui furent remarqués pour leur total dévouement, leur héroïsme, et parfois leur sacrifice, qui sont ici relatés avec simplicité et émotion.

Quelques uns, comme de Gaulle lui-même, avaient été de la première guerre mondiale, tel l'Amiral Thierry d'Argenlieu, prêtre carme. Tous, mobilisés, et quelque fut l'endroit où ils se trouvaient, dès qu'ils apprirent les conditions de la capitulation et connurent les termes de l'Appel du 18 juin, n'eurent plus qu'un souci, tenace et permanent, celui de rejoindre le Général et de se mettre à sa disposition. Il n'y eut pour eux, malgré les conseils de prudence que pouvait leur prodiguer une hiérarchie attentiste, aucune tergiversation quant à leur décision.

Ils parvinrent tous, au prix de périples insensés, à exécuter leur projet. Ils furent intégrés aux premières unités militaires françaises, qui se constituaient de conserve avec les forces britanniques au Moyen-Orient, sous la houlette d'officiers tels que Koenig et Leclerc, et participèrent à toutes les campagnes, de l'Abyssinie à la Tunisie, menées contre l'axe germano-italien, avant de s'illustrer dans les débarquements alliés sur les côtes normande et provençale ; puis le territoire français libéré, ils partirent terrasser définitivement l'Allemagne hitlérienne, à l'issue de plus de cinq années d'un impitoyable conflit.

Certains avaient combattu en profane, d'autres servirent comme aumôniers militaires, réussissant à adapter la rigueur de l'éthique sacerdotale à l'âpreté des combats. Si quelques-uns périrent au feu, d'autres en réchappèrent et purent ainsi témoigner de l'enfer qu'ils avaient pleinement accepté de vivre sans hésiter, afin que la France demeure.

Maurice Livernault

AGENDA

Conférence de Paul-Marie Coûteaux
à l'invitation du Cercle Aristote

LA MANIPULATION DU COUPLE FRANCO-ALLEMAND

le lundi 11 mars à 20 h

à l'ASIEM 6 rue Albert de Lapparent Paris 7^{ème} (Métro Duroc/Séguir) - P.A.F. 6 €

POUR TRACER DES PERSPECTIVES POLITIQUES ET RESTAURER LA FRANCE

Paul-Marie Coûteaux présentera le S.I.E.L

le mercredi 13 mars à partir de 19 h

au Café François Coppée 1 boulevard du Montparnasse Paris 6^{ème} (Métro Duroc)



LA MANIF POUR TOUS

manifestation nationale : descente des Champs-Élysées à Paris
le dimanche 24 mars 2013 à partir de 13 h



FORUM NATIONAL DES DROITES (12-14 avril)

*Affirmer nos valeurs communes
Pour réussir la reconquête culturelle et politique*

Club Belambra « Le Normont » 36 avenue d'Orléans 91410 DOURDAN



Radio Courtoisie (95,6 MHz)

LIBRE JOURNAL de la Nuit de Paul-Marie COÛTEAUX

Chaque mercredi de 21h30 à 23h - Rediffusion : le vendredi de 21h30 à 23h



" Les articles publiés n'engagent la responsabilité que de leurs auteurs."



Aidez le SIEL, le SIEL aidera la France

BULLETIN D'ADHESION

**Souveraineté, Indépendance Et Libertés
S.I.E.L 51 rue de Paradis - 75010 PARIS**

Nom Prénom
N° Rue
Code Postal Ville
Tél. mobile
Courriel @

ADHESION :

- Lettre l'information mensuelle 13 €
- Adhésion simple : 36 €
- Lycéen/Étudiant/Chômeur : 15 €
- Membre bienfaiteur : 100 € à 500 € (Indiquer la somme)

Les chèques sont à libeller à l'ordre de : Pierre Hervieux mandataire financier du S.I.E.L

*Chaque cotisation ou don ou soutien bénéficie d'une réduction fiscale de 66 % ce qui réduit le coût des deux tiers (2/3).
Le reçu fiscal vous sera systématiquement envoyé sans que vous ayez à le solliciter.*